

7 avril Journée Internationale de réflexion sur le génocide de 1994 au Rwanda

En 2004, 10 ans après le génocide au Rwanda... Le secrétaire général des Nations Unies lançait un plan d'action de prévention du génocide et attirait l'attention sur les situations en Ituri et au Darfour.

La Commission des droits de l'homme a observé le 7 avril 2004, lors d'une séance d'une heure qui s'est tenue dans la Salle des Assemblées du Palais des Nations, à Genève, la Journée internationale de réflexion sur le génocide de 1994 au Rwanda, dont l'Assemblée générale avait décidé, en décembre 2003, qu'elle serait commémorée le 7 avril de chaque année.

Se souvenir pour être capable d'agir

Lors de son discours, le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, a souligné que la communauté internationale ne doit jamais oublier que nous avons échoué collectivement à protéger les plus de 800 000 hommes, femmes et enfants sans défense qui ont péri au Rwanda il y a 10 ans. "Nous devons tous assumer nos responsabilités et reconnaître que nous aurions dû faire plus pour empêcher le génocide ou y mettre fin", a-t-il affirmé, ajoutant que nul ne saurait plaider l'ignorance.

Relevant que le spectre du génocide demeure hélas bien réel, le secrétaire général des Nations unies a indiqué qu'il lançait un plan d'action de prévention du génocide axé sur la prévention des conflits armés, la protection des civils dans les conflits armés, la fin de l'impunité, la mise en place d'un système d'alerte précoce et claire, ainsi que sur l'action rapide et décisive lorsque, en dépit de tous ces efforts, le génocide se produit ou est sur le point de se produire. Il a indiqué qu'il avait décidé de créer un nouveau poste de conseiller spécial sur la prévention du génocide.

Kofi Annan a, par ailleurs, attiré l'attention sur la situation actuelle dans la province d'Ituri en République démocratique du Congo, "où les conflits ethniques pourraient de toute évidence aller jusqu'au génocide". Il a également dit partager la vive inquiétude qu'ont exprimée, la semaine dernière, les huit experts indépendants que la Commission a nommés pour s'informer sur les violations massives des droits de l'homme et la crise humanitaire qui serait en train de se produire dans la région du Darfour au Soudan. Il a proposé d'envoyer au Soudan une équipe pour mieux prendre la mesure et mieux comprendre la nature de la crise.

10 ans plus tard, avons-nous réellement avancé ?

En 2014, la situation en Afrique centrale, qu'il s'agisse du Congo ou de la Centrafrique notamment, ne s'est pas réellement améliorée et les manifestations organisées au Rwanda pour célébrer le vingtième anniversaire du génocide montrent à quel point les blessures sont toujours présentes.

Les déclarations de président de la République du Rwanda, Paul Kagamé, portées à l'encontre du rôle de la France dans le déroulement du génocide de 1994, ont suffi à raviver les tensions et portent un coup rude à une démarche d'apaisement pourtant souhaitée par de nombreuses parties...

Un site à visiter : www.un.org